

DEPARTEMENT DU FINISTÈRE

SYMESCOTO

RÉVISION DU SCOT DE L'ODET

Enquête publique

du 26 novembre 2025 au 29 décembre 2025

PROCES-VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS

Annexe 1 au rapport d'enquête

Maryvonne MARTIN, présidente de la commission d'enquête

Charles de KERMENGUY et Valérie LABROSSE, membres de la commission d'enquête

SOMMAIRE

1. OBJET DE L'ENQUÊTE	3
2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE	3
3. BILAN DE L'ENQUÊTE	4
4. SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC SUR LE PROJET DE REVISION DU SCoT de L'ODET	6
5. PROPOSITIONS DU PUBLIC	13
6. QUESTIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE	14

1.OBJET DE L'ENQUÊTE

La présente enquête publique a pour l'objet la révision du Schéma de Cohérence Territorial de l'Odét, outil de développement du territoire composé de deux EPCI, la communauté de communes de Quimper Bretagne Occidentale (QBO) qui compte 101 290 habitants et la communauté de commune du Pays Fouesnantais (CCPF) qui compte 28 860 habitants, en 2020.

Le périmètre du SCoT de l'Odét a évolué une première fois pour intégrer la commune Locronan en 2011 et par la fusion de Quimper Communauté avec la communauté de communes du Pays Glazik et par l'intégration de la commune de Quéménéven.

La révision de ce SCoT est rendue nécessaire pour être en conformité avec les lois NOTRE, ALUR, ELAN et la loi Climat et Résilience, qui imposent notamment une trajectoire vers le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) et un recours accru au renouvellement urbain. Ce document doit également intégrer les documents de planification supérieurs (SDAGE, SAGE, SRADDET) ainsi qu'une cohérence avec les documents d'urbanisme sectoriels PLU et PLH.

2.DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

Par décision du 25 août 2025, le tribunal administratif de Rennes a désigné une commission d'enquête composée de : présidente, Mme Maryvonne MARTIN, membres titulaires, M. Charles de KERMENGUY et Mme Valérie LABROSSE.

La Présidente du SYMESCOTO a ordonné, par arrêté du 7 novembre 2025, l'ouverture d'une enquête publique relative à la révision du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Odét, d'une durée de 34 jours consécutifs.

À compter du mercredi 26 novembre 2025 à 9h00 jusqu'au 29 décembre 2025 à 17h00, le dossier d'enquête publique et un registre d'enquête ont été mis à la disposition du public aux sièges des EPCI et des principales polarités du territoire : hôtel de ville de Quimper, siège du SYMESCOTO, hôtel communautaire du Pays Fouesnantais, mairies de Briec, Fouesnant, Ergué-Gabéric, Bénodet et Saint-Évarzec. Le dossier était également consultable en version numérique à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6887/>, et sur la page internet du SCoT de l'Odét : <https://www.quimper-cornouaille-developpement-bzh/scot-de-lodet/revision-du-scot/> et sur un poste informatique au siège du SYMESCOTO, aux horaires d'ouverture du public.

L'enquête publique a fait l'objet d'une publicité réglementaire dans le Télégramme et Ouest-France, éditions des 12/11/2025 et 03/12/2025 ainsi que sur le site du SYMESCOTO et le site internet dédié à l'enquête.

L'enquête a également fait l'objet d'une publicité complémentaire sur internet sur les sites des EPCI et communes du territoire : QCD (Quimper Cornouaille Développement), QBO, CCPF (site et Facebook), et les communes de Plomelin, Briec, Bénodet, Quéménéven, Fouesnant, Clohars-Fouesnant, Guengat, Pluguffan, Plogonnec et Quimper.

Des avis d'enquête ont été affichés dans les mairies et aux sièges des EPCI du périmètre du SCoT de l'Odet et ont fait l'objet de 3 constats par Mes Philippe LE GOFF et Charlotte du Crest, commissaires de Justice associés à la résidence de Quimper.

3.BILAN DE L'ENQUÊTE

La commission d'enquête a reçu 36 personnes lors des permanences. Certaines personnes se sont présentées plusieurs fois. De plus, de nombreux élus ont rencontré la commission d'enquête à l'occasion des permanences.

Le bilan quantitatif de cette participation est le suivant :

Dates de permanences	Lieux de permanences	Horaires	Nombre de personnes reçues
Mercredi 26 novembre	hôtel de ville Quimper	14h00 à 17h00	0
Samedi 6 décembre	Fouesnant	9h00 à 12h00	7
Vendredi 12 décembre	Saint-Évarzec	9h00 à 12h00	3
Vendredi 12 décembre	Hôtel communautaire Pays Fouesnantais	14h00 à 17h00	9
Mercredi 17 décembre	Ergué-Gabéric	9h00 à 12h00	2
Mercredi 17 décembre	Briec	14h00 à 17h00	2
Lundi 22 décembre	Bénodet	14h00 à 17h00	9
Lundi 29 décembre	Hôtel de ville Quimper	14h00 à 17h00	4
TOTAL			36

Le site du registre dématérialisé : <https://www.registre-dematerialise.fr/6887> a enregistré 3306 visites (maximum/jour : 197 le 30/11/2025. Le nombre de téléchargements s'élève à 2630 (maximum : 114 le 30/11/2025. 1659 visiteurs ont téléchargé un ou plusieurs documents. Il y a eu 1647 accès sans aucun chargement.

La révision du SCoT de l'Odet a fait l'objet de **70** observations réparties de la manière suivante :

- 37 observations (identifiées @ comprenant les e/mails intégrés) ont été publiées sur le registre dématérialisé et 19 observations correspondant à des observations reçues sur les registres papier formant des doublons avec les observations suivantes :
- 24 observations inscrites sur les registres papier tenus à la disposition du public dans les cinq lieux d'enquête ;
- 08 lettres ou pièces (identifiés L) annexées aux différents registres « papier »

- Dont une pétition comprenant 67 signatures (voir CCPF L1), pièce jointe à la lettre déposée par Mme Véronique Fouché-Le Jeune et M. Hubert Fouché concernant la constructibilité de parcelles situées dans le hameau de la Haie à La Forest-Fouesnant.
- 1 observation orale reçue à Quimper le 29 décembre 2025.

Outre des particuliers,

Les maires et élus suivants ont contribué à l'enquête publique :

- Adjoint à l'urbanisme de Plogonnec, @1, @26, @45
- Maire de la Forêt-Fouesnant, @27
- Maire de Landrévarzec, @42
- Conseiller municipal de Landrévarzec, @53.

Le syndicat professionnel suivant :

- Le Syndicat Conchylicole Finistère Bretagne sud (SC29BS), @ 6

Avis favorables / avis défavorables

Les avis sont rarement exprimés nettement.

Défavorables : les propriétaires de parcelles situées au lieu-dit Croas Avalou à La Forêt-Fouesnant. On peut y ajouter les déposants qui estiment que le chapitre « mobilités » est mal traité.

Hors délai : une observation de Mme Josette LE GALL adressée par mail sur le registre dématérialisé le 29 décembre 2025 à 18 h 05 (pièce jointe au dossier).

Des doublons ont été enregistrés notamment du fait de l'enregistrement d'observations reçues en mairies mises en ligne par QCD (conformément à l'article 5 de l'arrêté d'ouverture d'enquête).

La répartition des observations en fonction des registres est la suivante :

Registres	Inscriptions sur registres	Pièces annexées ou lettres
Registre hôtel de ville Quimper	QUI R1 à QUI R2	QUI L1 à QUI L3
Registre à l'hôtel communautaire CCPF	CCPF R1 à CCPF R11	CCPF L1 à CCPF L2
Registre Fouesnant	FO R1 à FO R3	0
Registre Saint-Évarzec	SE R1 à SE R4	0
Registre Ergué-Gabéric	ERG R1	0
Registre Briec	BRIEC R1	BRIEC L1
Registre Bénodet	BEN R1 à BEN R2	BEN L 1 à BEN L2
Registre dématérialisé	@1 à @ 56	

4.SYNTHESE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC SUR LE PROJET DE RÉVISION DU SCOT DE L'ODET

Chaque contribution a été examinée, synthétisée en notant les termes principaux évoqués et référencés dans le tableau des observations joint au présent procès-verbal. Le tableau reprend par chapitre les observations reçues sur le registre numérique, les observations reçues sur les registres en mairies, les lettres ou documents déposées en mairies.

Chaque contribution peut comprendre plusieurs observations, thèmes, propositions et demandes du public. Les principales thématiques abordées sont les suivantes :

Thèmes des observations	Nombre de remarques
Forme et contenu du dossier	12
Réduction consommation foncière- artificialisation des sols	8
Équilibre croissance démographique-habitat	7
Activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles, maritimes	10
Mobilités et déplacements	16
Protection de la biodiversité	7
Gestion de l'eau	4
Déchets et économie circulaire	1
Risques inondation et submersion marine	2
Transition énergétique et climatique	8
Application loi Littoral et capacité d'accueil	16
Divers	24
TOTAL	115

4.1. Forme et contenu du dossier d'enquête publique

4.1.1. PAS (Programme d'Aménagement Stratégique)

Plusieurs contributeurs ont formulé des observations portant sur les ambitions et orientations du Programme d'Aménagement Stratégique, en interrogeant leur niveau d'ambition, leur cohérence et leurs effets sur le cadre de vie et les mobilités.

Une déposante (@55, A. LEFEBVRE) exprime des difficultés à apprécier la sincérité des orientations du projet, notamment en matière de préservation des ENAF, d'atteinte des objectifs du SRADDET et d'offre de logements répondant aux divers besoins. Elle relève le caractère flou de certaines orientations et estime que les nombreuses possibilités d'évitement affaiblissent leur portée.

Dans ses contributions @3 et @5 (Ch. COTTEN), un contributeur demande que le PAS reconnaisse explicitement le risque tempête dans son ambition 5 (Rendre le territoire résilient au changement climatique) et fixe comme orientation stratégique la résilience des réseaux face au changement climatique.

Dans la contribution QUI L2 (PLOTARD) une déposante souligne un manque de cohérence entre les communes dans la vision stratégique portée par le PAS. Elle estime que cette vision est largement

structurée par des orientations nationales, en particulier l'objectif ZAN, ce qui conduit à une organisation du territoire centrée sur la ville centre, les pôles urbains, la couronne et le littoral, tandis que treize communes sont rattachées au pôle rural. Elle s'interroge sur les effets à long terme de cette trajectoire de développement sur le bien-vivre et le cadre de vie, notamment dans les territoires ruraux.

Dans les contributions @11, @46, @29, @30, @31, @33, @35, @36, @38, @39, @43, @44 et @49, de nombreux contributeurs estiment que le projet de SCoT manque d'ambition en matière de développement des transports en commun, à l'inverse de la contribution @47 qui considère les orientations proposées comme satisfaisantes.

Plusieurs contributeurs ont formulé des observations portant sur les ambitions et orientations du Programme d'Aménagement Stratégique, en interrogeant leur niveau d'ambition, leur cohérence et leurs effets sur le cadre de vie et les mobilités.

4.1.2.DOO (Documents d'Orientations et d'Objectifs)

Plusieurs contributeurs ont formulé des observations portant sur le caractère prescriptif du Document d'Orientations et d'Objectifs, en demandant un renforcement de son opposabilité, une meilleure territorialisation des prescriptions et l'ajout de dispositions sur des thématiques jugées insuffisamment traitées.

M. Pascal LE GOFF, adjoint à l'urbanisme de Plogonnec (@1 et @45) reconnaît la volonté du DOO d'organiser et de hiérarchiser l'offre de zones d'activités économiques, mais demande l'inscription d'une prescription complémentaire permettant aux communes périphériques de la couronne quimpéroise d'accéder à la réserve foncière du SCoT pour des projets économiques exceptionnels ou stratégiques, afin de garantir un meilleur équilibre territorial et économique.

Dans la contribution @6, le Syndicat Conchylicole Finistère Bretagne Sud estime que le projet de SCoT présente des insuffisances majeures concernant la protection des zones conchylicoles. Il demande la création d'un chapitre spécifique du DOO consacré à la protection et au développement des activités conchylicoles.

4.1.3.Annexes (dont le DAACL)

Plusieurs contributions portent sur le contenu des annexes du SCoT (@ 6, @ 48, SE R4 , QUI L3) , relevant des imprécisions dans le diagnostic agricole (tome 5.7), des lacunes dans l'état initial de l'environnement concernant l'assainissement (tome 5.8), et des insuffisances dans l'évaluation environnementale (tome 6) relatives à la ressource en eau et l'assainissement (@ 6).

4.2. Thèmes abordés dans les observations du public

4.2.1. Réduction de la consommation foncière et de l'artificialisation des sols

Deux contributions portent spécifiquement sur la réduction de la consommation foncière et de l'artificialisation des sols, exprimant des interrogations quant aux modalités de mise en œuvre du ZAN et du renouvellement urbain.

Un contributeur anonyme (QUI R1) s'interroge sur la prescription figurant page 25 du DOO imposant un objectif minimal de 40 % de logements réalisés en rénovation urbaine pour QBO. Il estime que ce taux ne peut être appliqué uniformément à toutes les communes sans distinction et sans diagnostic préalable de leurs capacités réelles. Il souligne les différences de potentiel : faible dans les communes rurales, déjà exploité dans les communes de la couronne urbaine ayant rénové leur centre, et conditionné à la mobilisation du parc privé dans la ville centre. Il propose d'adopter l'approche différenciée par commune figurant dans le projet de PLH de QBO 2026-2031, qui établit des taux de renouvellement urbain variant selon les capacités de chaque territoire : 46% pour Quimper, 32% pour Briec, Ergué-Gabéric, Pluguffan, Plomelin et Plogonnec et 30% pour Etern, Plonéis, Landrévarzec, Guengat, Quéménéven, Landudal, Langolen et Locronan.

La contribution (QUI L2 PLOTARD) exprime de fortes réserves quant à la mise en œuvre de l'objectif de ZAN. Elle critique les choix d'armature territoriale, estimant que le classement de 13 communes en pôles ruraux limite leurs perspectives de développement.

Par ailleurs, de nombreuses contributions portent plus largement sur des demandes de mise en zone constructible de terrains, soulevant indirectement la question de la consommation d'ENAF.

4.2.2. Équilibre entre croissance démographique et habitat

Plusieurs contributions portent sur l'équilibre entre les objectifs de croissance démographique et les orientations en matière d'habitat.

Un conseiller municipal de Landrévarzec (@ 53 KERNALÉGUEN), demande confirmation que les terrains classés en zone 1AUh et 2AUh dans le PLU de Landrévarzec révisé en 2024 sont bien pris en compte dans le projet de révision du SCoT.

Une contributrice de Quimper indique qu'il aurait été souhaitable de disposer d'une répartition plus fine des enveloppes maximales urbanisables dédiées à l'habitat, afin de mieux tenir compte des situations économiques par commune.

Une déposante (QUI L2 M. PLOTARD) se déclare favorable aux principes de réhabilitation du patrimoine existant, de comblement des dents creuses et de densification de certains secteurs. Elle s'interroge toutefois sur l'absence d'étude des dynamiques démographiques communales dans le projet de SCoT.

Elle juge excessifs les objectifs de densité affichés à l'horizon 2031 (20 puis 30 logements par hectare), non adaptés aux primo-accédants.

4.2.3. Activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles, maritimes

- **Activités économiques, artisanales,**

Ce thème est abordé à plusieurs reprises par M. Pascal LE GOFF, élu à l'urbanisme de Plogonnec (détaillé dans @ 45). Il demande de respecter l'équilibre des territoires pour les communes de la périphérie quimpéroise et souhaite que ces communes aient accès à la réserve foncière de 70 ha inscrite au SCoT pour les projets dits « exceptionnels et stratégiques ».

Il estime que les communes en périphérie bénéficient de structures routières sous-exploitées et cite la zone de Boutéfélec desservie par la RD 39 depuis la rocade nord de Quimper, zone en continuité de l'urbanisation existante.

Le maire de Landrévarzec adresse en ligne (@42) l'avis du Conseil municipal de la commune exprimant le regret que la zone de Kerdalae en 1 AUI sur le territoire de sa commune ne soit pas valorisée dans le projet.

M. KERNALÉGUEN (@53) s'interroge sur les espaces économiques et demande si les 3 zones suivantes sont bien inscrites dans le projet : ZA de Kerdalaë (doublement approuvé de la surface dans le PLU de 2024), zone de Brunguen et zone du bourg.

- **Activités agricoles**

L'adjoint à l'urbanisme de Plogonnec rappelle (@ 45) que le territoire du SCoT de l'Odét est un territoire d'élevage, à la faible pression foncière, à l'emploi en baisse depuis 2009, dont la SAU par exploitation est en augmentation. Il rappelle l'inventaire des friches agricoles réalisé par la DDTM en 2020 qui peuvent être utilisées pour la reconquête agricole, installer un jeune, du regroupement parcellaire ou constituer du foncier disponible pour les mesures de compensation de certains projets d'urbanisme.

Deux exploitants agricoles à Ergué-Gabéric (ERG R1) ont témoigné des difficultés relationnelles entre exploitants et promeneurs en précisant que « les champs et bois privés ne sont pas des lieux de promenades ni de jeux. Ce n'est pas aux exploitants de s'adapter aux extensions urbaines ».

- **Activités maritimes : conchyliques**

Les activités maritimes n'ont pas été abordées durant l'enquête. À signaler toutefois l'avis développé du syndicat conchylicole du Finistère sud (@6) qui a une approche critique du projet de révision du Scot de l'Odét. Il rappelle que sa profession représente 70 concessions et entreprises et est marquée par une dynamique forte d'installations depuis 5 ans.

Le syndicat regrette l'absence d'intégration claire et prescriptive des espaces conchyliques. Il reprend les remarques du Comité Régional de la Conchyliculture Bretagne Sud (avis PPA) et regrette le manque de zonages conchyliques ; il souligne les enjeux autour de la gestion de l'eau (qualité des eaux littorales, les polluants émergents, l'oubli du plancton, les problèmes des eaux usées et de stations d'épuration.

4.2.4. Mobilités et déplacements

Ce thème est celui qui a reçu le plus d'observations en provenance du public. De très nombreux déposants ont regretté le manque d'ambition du projet de SCoT en termes de transports en commun (@11, @ 29, @ 30, @ 46, @ 49). Plusieurs déposants estiment qu'à minima la gare de Quimper devrait être desservie par des transports en commun pour l'ensemble des habitants du SCoT.

De nombreuses propositions sont faites en vue de création de zones de co-voiturage, plateformes électroniques, création d'applications, partage de véhicules privés, mutualisation de parcs de véhicules collectifs. Certains déposants ont pris le registre pour un « blog » et ont repris des argumentations plusieurs fois exprimées : penser ce problème des mobilités à l'échelle de la Cornouaille (@ 35, @ 36, @38, @39). Il manque une approche territoriale concertée (@ 41...).

Un déposant souligne le beau travail de propositions inventives adaptées aux conditions matérielles de la majorité des habitants de Cornouaille ; assez de partage de parkings et de béton (@ 47).

Des exploitants agricoles ont déclaré (ERG R1) au sujet des accès aux bourgs : les aménagements sont inadaptés aux engins agricoles. Ils soulignent la nécessité de consulter davantage les agriculteurs pour l'aménagement des routes empruntées par ceux-ci.

4.2.5. Protection de la biodiversité

De nombreuses observations portent sur la définition de la trame verte et bleue. Le SCoT ne définit pas de façon cohérente les espaces naturels, les espaces agricoles, les espaces forestiers et les espaces à défricher. Les observations résumées sont les suivantes :

- Des contributeurs (@48 et @ 51, La Forêt-Fouesnant) contestent le classement en corridor écologique du secteur de Beg Menez ; données foncières obsolètes et absence d'études de terrain ; ils demandent une révision de ce classement.
- Une déposante (QUI L3 PHILIPPE M.H) propose le renforcement des objectifs et moyens de protection (ABC/ABI), la création de nouvelles surfaces boisées, et des distinctions pour surfaces photovoltaïques en zone naturelle.

D'autres contributions (ex. CCPF L1) demandent que des terrains déclarés inconstructibles soient rendus constructibles, leurs terrains n'ayant pas de fonction écologique et n'étant pas identifiés comme éléments de trame verte dans les documents supérieurs.

4.2.6. Gestion de l'eau

Les points abordés portent sur l'alimentation en eau potable et sa gestion, tant sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les captages d'eau potable (amélioration de l'infiltration des eaux de ruissellement dans les sols), que sur la gestion de l'assainissement des eaux usées de toutes sortes. Les observations résumées sont les suivantes :

- Une déposante (SE R4 JANNES M.) alerte sur la capacité en eau du territoire, propose de limiter l'accroissement démographique côtier, multiplier les bassins de rétention, de créer des talus, d'accélérer la mise aux normes de l'assainissement non collectif et de surveiller les stations d'épuration et les pompes de relevage.
- Le Syndicat Conchylicole du Finistère Bretagne Sud (@12) dépose une observation détaillée demandant un chapitre spécifique pour la conchyliculture, des prescriptions opérationnelles dans le DOO, la prise en compte des polluants émergents (PFAS, microplastiques), la modélisation des flux polluants, la résilience des réseaux d'eaux usées /pluviales et un suivi environnemental ; Il conclut défavorablement tant que ces points ne sont pas intégrés.

4.2.7. Déchets et économie circulaire

Un participant (SE R 1) à l'enquête ayant préféré garder l'anonymat a échangé sur la déchetterie de Kerambris sans déposer en souhaitant le développement de cette déchetterie qu'il considère en limite de capacité.

4.2.8. Gestion des risques inondation et submersion marine

Ce thème est abordé par des observations portant sur l'analyse, les effets, les conséquences, les moyens à mettre en œuvre et les mesures afin d'éviter les risques sources d'inondations et de montée des eaux. Ce thème est lié à celui de la ressource en eau abordée précédemment. Les observations résumées sont les suivantes :

- M. COTTEN Christophe (@28) : apporte un complément d'informations avec pièces (ENEDIS, avis Préfecture) ; il propose des prescriptions au DOO pour adaptation du bâti vulnérable, volet PCS/PICS, et la prise en compte des remontées de nappes.
- Un déposant anonyme (CCPF R11) interroge le concepteur du SCoT sur la prise en compte des recommandations BCE 2020 sur risques physiques (submersion, financement/assurance) dans le SCoT.
- D'autres observations (ex. @6, SE R4) sont liées à ce thème. Ces déposants insistent sur la résilience des réseaux d'eaux usées/pluviales et la nécessité de mesures opérationnelles face aux risques de submersion et aux tempêtes.

4.2.9. Transition énergétique et climatique

Les deux points abordés portent sur la sécurisation du réseau de distribution existant qui serait à moderniser et le recensement des ENAF et ses catégorisations pour d'éventuelles surfaces photovoltaïques. Les observations résumées sont les suivantes :

- Une déposante (QUI L3 PHILIPPE M.H.) propose le renforcement des objectifs et moyens de protection (ABC/ABI), la création de nouvelles surfaces boisées, et estime crucial de distinguer les surfaces en friches du fait de l'anthropisation des surfaces incultes mais d'un grand intérêt pour la biodiversité, pour l'implantation des surfaces photovoltaïques en zone naturelle.
- Un déposant (COTTEN Ch. (@3, @5, @ 28, @52) dépose des rappels et compléments sur la transition énergétique et la nécessité d'intégrer la sécurisation des réseaux (thème transition/climat).

4.2.10. Application de la loi Littoral et capacité d'accueil

Ce thème aborde les incompréhensions des élus et des administrés sur la notion de définition de village telle qu'elle est décrite dans le SCoT. Les avis convergent vers une demande de constructibilité de tout ou partie de zones qui étaient constructibles avant les révisions de documents d'urbanisme en cours.

Le secteur de Croas Avalou a ainsi fait l'objet de nombreuses observations de propriétaires de parcelles ainsi que de M. le Maire de la commune de La Forêt-Fouesnant.

- M. le Maire de la Forêt-Fouesnant (@27) demande le classement de Croas Avalou en village en fonction des critères du nombre de constructions, d'équipements, de services, pour assurer l'égalité de traitement avec les autres villages reconnus par le SCoT.
- Plusieurs déposants (@10, TCCPF R7 et R8, FO R1 et R2) demandent que Croas Avalou soit qualifié de « village » pour permettre des projets de construction.

- Un déposant habitant Kerpol à Moustierlin (CCPF R6 LE SAURE) conteste le maintien de terres agricoles non exploitées et demande la priorité aux logements (thème Loi Littoral / constructibilité).
- Des propriétaires (BEN R2 RIEN SEHEDIC) déposent un courrier et des annexes pour la restitution de la constructibilité de la parcelle OG 172, route du Raker à La Forêt-Fouesnant.
- Les propriétaires des parcelles AM 147 et AO 172 (CCPF L1 FOUCHÉ LE JEUNE ET FOUCHÉ) demandent le rétablissement de la constructibilité de leurs parcelles dans le lotissement de la Haie à la Forêt-Fouesnant ; ils joignent une pétition et des pièces jointes (thèmes constructibilité, loi littoral, artificialisation).

4.2.11. Divers (dont demandes de constructibilité)

De nombreuses contributions reçues portent sur des demandes de classement de terrains en zone constructible ou sur des interrogations relatives à leur accès.

La commission d'enquête a rappelé aux contributeurs rencontrés que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) fixe des orientations générales et des équilibres à l'échelle du territoire, notamment en matière de consommation foncière, mais n'a pas vocation à définir le zonage des parcelles, lequel relève de la compétence des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme communaux.

Commune	Contribution	Parcelles	Nom contributeur	Précisions
GOUESNAC'H	@23	OA 1081	Bertrand BERROU	Parcelle en zone A non exploitée, desservie réseaux et entourée d'habitations
LA FORET FOUESNANT	CCPF L1= CC PF R1	AM 147 et AO 172	Véronique FOUCHE-LE JEUNE et Hubert FOUCHE	Enclavées dans lotissement de la Haie
	BEN L2	OG 172	M. et Mme RIEN-SEHEDIC	Dent creuse
PLEUVEN	@12	2445	Geneviève FERROUELLE	Parcelle en zone A non exploitée, en bordure route et entourée d'habitations
	CCPF R2	AL 127	André SEHEDIC	Parcelle entourée d'habitations, proche centre commercial et collège et disposant réseaux
	CCPF R3	AL 127	Françoise SCORDIA	
	FO R3	C 151	Monique BERROU	Parcelle en zone A, non exploitée et disposant accès
	SE R2 = @25	AK 53	Michel LE GOFF	Parcelle en zone A
	BRIEC R1 et L1	149	Mme CLEMENT et consort	Accès à parcelles AC 165 et 149

QUIMPER	QUI R1 OO1	IH 0001, IK 0105	Jean-Yves GUERROT	Projet de lotissement ancien de 10 ans sur IH 0001 propose de la vendre à la commune de Quimper
---------	------------	---------------------	-------------------	---

5. Propositions du public

- Modifications de rédaction de prescriptions sur les zones économiques (@1 et @ 45 LE GOFF Pascal, élu de Plogonnec) ;
- fléchage de la parcelle YT 130 en zonage 2AUI de Plogonnec comme parc structurant (@45 LE GOFF Pascal) ;
- Prescriptions sur le risque « tempête » sur bâti vulnérable (@3 et @5 COTTEN Christophe) ;
- Demandes concernant les activités conchyliques (@6 Syndicat Conchylique Finistère Bretagne Sud) :
 - Création d'un chapitre spécifiques « protection et développement des activités conchyliques ;
 - Préservation des cultures marines dont la conchyliculture
 - Intégration explicite des polluants émergents et de leurs impacts ;
 - Modélisation des flux de polluants bactériens et chimiques ;
 - Plan de résilience des réseaux d'eaux usées et pluviales face à la submersion et au réchauffement ;
 - Intégration de la conchyliculture dans le calcul de la capacité d'accueil littorale ;
 - Mise en place d'un suivi environnemental renforcé.
- Qualification du lieu-dit Croas Avalou à la Forêt-Fouesnant en village (@10 TABORÉ, @27 Maire La Forêt-Fouesnant, FO R1 SCARDIA, FO R2 SEHEDIC) ;
- Prescriptions spécifiques « risques climatiques » dans le DOO (@28 COTTEN) ;
- Proposition de desserte à la gare de Quimper et diverses propositions concernant le développement du covoiturage (@29 LAURENT) ;
- Valorisation de la zone de Kerdalae, commune de Landrévarzec (@42 Maire de Landrévarzec) ;
- Friches agricoles : correction de l'identification des friches (@45 LE GOFF Pascal) ;
- Revoir le taux de rénovation urbaine en nuanciant son taux de 40% aux communes et en le remplaçant par le tableau figurant au PLH de QBO (QUI R1 et QUI L1) ;
- Proposition de création de talus : 1km linéaire pour 50 ha de SAU (SE R4 JANNÈS) ;
- Proposition de création de tiny houses dans l'agglomération de Menez Groas à Bénodet (BEN R1 HOLLARD) ;
- Faire état de l'existence des ABC (atlas de biodiversité communale) et ABI (atlas de biodiversité inter-communale) et des plans d'actions en relevant (QUI L3 PHILIPPE M-H) ;

- Implantation de nouvelles surfaces boisées en périphérie urbaine et dans les nouveaux lotissements, et classement des arbres à encourager (QUI L 3 PHILIPPE Marie-Hélène).

6. Questions de la commission d'enquête

- Pourriez-vous donner votre définition de « village économique ». Pourquoi utilisez-vous cette expression pour le secteur de Kérambris en Fouesnant ?

- Que répondez-vous à la demande concernant le volet économique du SCoT et notamment sur la prise en compte des communes en périphérie de la couronne quimpéroise ?

- Que répondez-vous à l'avis du SCoT de Ouest-Cornouaille (SIOCA) qui rend un avis favorable au projet avec 2 réserves : « demande d'apporter des actions concrètes et des précisions pour permettre l'autonomie du territoire en eau potable et des actions en matière de mobilités, particulièrement concernant le transport collectif pour développer et renforcer les connexions entre nos deux territoires ? »

-Eau/assainissement : qu'avez-vous prévu pour compenser le risque de pollution liés à l'assainissement et/ou au ruissellement en surface et avez-vous prévu un diagnostic, des corrections, un échancier ?

-Logement : le SCoT va jusqu'au détail du nombre de logements. Dans son règlement, ce nombre de logements intègre les locaux existants pouvant changer de destination. Comment ajusterez-vous ce compteur si le pastillage des locaux pouvant changer de destination n'est pas encore effectué ? Si cette évaluation initiale des locaux pouvant changer de destination n'est pas pris en compte à l'établissement des PLU à venir ou chiffrée théoriquement en réserve au SCoT, ne pensez-vous pas que cette situation aggraverait les locaux vacants (sans destination) car la priorité sera donnée aux programmes neufs (accentuant de fait l'artificialisation) ?

-Biodiversité : avez-vous les chiffres des ENAF détaillés et des espaces remarquables ? à savoir :

- Les espaces naturels et remarquables avec leur détail (Natura 2000, ONF, EBC),
- Les espaces naturels (recensement des talus, bocage, etc...),
- Les espaces agricoles.

Comment pouvez-vous juger de la renaturation possible si les espaces en friches, par exemple, ne sont pas évalués ?

-Comment le SCoT de l'Odet justifie-t-il la trajectoire de consommation d'ENAF prévue pour 2031-2046 (109 ha sur 2031-2036 et 144 ha sur 2036-2046), au regard de l'objectif du SRADDET de -75 % sur 2031-2041 (161 ha), cette trajectoire conduisant à consommer près de 90 % du foncier mobilisable en cinq ans et n'atteignant qu'une réduction de 54 %, et quel est l'avantage du séquençage retenu ?

-Pourquoi le projet de SCoT n'a-t-il pas territorialisé la consommation foncière par commune ou par niveau de polarité, et quels mécanismes de régulation sont prévus pour éviter une mise en concurrence des extensions communales, notamment en cas de dépassement implicite des enveloppes par une commune ou un EPCI (report sur la période suivante, compensation interne ou révision du SCoT) ?

-Le SCoT envisage-t-il d'intégrer des mesures incitatives pour prendre en compte les besoins en hébergement des jeunes (étudiants, alternants, apprentis) et ménages en difficultés (mal logés, défavorisés) comme l'habitat modulaire et réversible tout en respectant l'objectif de sobriété foncière ?

-Quelle est la justification de la programmation de 180 hectares de foncier économique, au regard de la priorité donnée au renouvellement urbain, et sur la base de quels éléments d'analyse (bilan des disponibilités foncières, vacance et potentiel de densification des ZAE existantes, études de capacité des parcs d'activités structurants, identification des projets économiques structurants) ?

-Comment s'explique l'évolution de la répartition de la consommation foncière entre l'habitat et l'économie (La programmation foncière prévoit 277 ha pour l'habitat et 180 ha pour l'économie (soit 60,6 % / 39,4 %), alors que sur la période 2011-2021 la répartition était de 303 ha pour l'habitat et 150 ha pour l'économie (66,9 % / 33,1 %) ?

- Pourriez-vous développer le point « développement industriel » demandé par le Préfet dans son avis ?

Conformément aux dispositions de l'article R 123-18 du code de l'environnement, le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

à Quimper, le 7 janvier 2026

Pour la commission d'enquête, la présidente

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'M. Martin', with a stylized flourish above the name.

Maryvonne MARTIN